

Déclaration de renseignements personnels et de conflits d'intérêts

NE PAS TÉLÉCOPIER CE FORMULAIRE

NE PAS MODIFIER CE FORMULAIRE

SEULS LES FORMULAIRES ORIGINAUX SERONT PRIS EN CONSIDÉRATION

INSTRUCTIONS POUR REMPLIR LA DÉCLARATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE
CONFLITS D'INTÉRÊTS

1. REMPLIR, SIGNER ET DATER LA PARTIE 1 ET LA PARTIE 2.

VOUS DEVEZ APPOSER VOTRE SIGNATURE ET INSCRIRE LA DATE (NE PAS DACTYLOGRAPHIER) DANS LES **TROIS (3)** CASES PRÉVUES POUR LA SIGNATURE.

2. NOM DE L'ORGANISME, DU CONSEIL OU DE LA COMMISSION

INSCRIVEZ LE NOM DE L'ORGANISME POUR LEQUEL VOUS AVEZ PRÉSENTÉ UNE DEMANDE EN VUE D'UNE NOMINATION.

3. NOM DU CANDIDAT OU DE LA CANDIDATE

INSCRIVEZ VOTRE NOM, VOTRE PRÉNOM ET VOTRE SECOND PRÉNOM AU COMPLET. N'INSCRIVEZ PAS D'INITIALES.

4. ADRESSES DOMICILIAIRES

VOUS DEVEZ FOURNIR VOS ADRESSES DOMICILIAIRES DES **CINQ (5) DERNIÈRES ANNÉES** COMPLÈTES, **EN PRÉCISANT LE MOIS ET L'ANNÉE.**

5. TÉLÉPHONE

VOUS DEVEZ INSCRIRE VOTRE NUMÉRO DE TÉLÉPHONE RÉSIDENTIEL ACTUEL.

6. INSÉREZ LA PARTIE 2 DU FORMULAIRE DANS UNE ENVELOPPE

POUR ASSURER UNE MEILLEURE PROTECTION DE VOS RENSEIGNEMENTS PERSONNELS, VEUILLEZ INSÉRER LA PARTIE 2 DANS UNE ENVELOPPE CACHETÉE SUR LAQUELLE VOUS INSCRIREZ « PAS », ET JOIGNEZ CETTE ENVELOPPE À LA PARTIE 1 AVANT DE SOUMETTRE VOTRE FORMULAIRE.

7. EXPÉDIEZ PAR LA POSTE OU PAR MESSAGERIE VOTRE FORMULAIRE REMPLI

VOUS POUVEZ SOUMETTRE VOTRE FORMULAIRE À LA PERSONNE-RESSOURCE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, OU LE POSTER À L'ADRESSE SUIVANTE :

SECRETARIAT DES NOMINATIONS
BUREAU 2440, ÉDIFICE WHITNEY
99, RUE WELLESLEY OUEST
TORONTO (ONTARIO) M7A 1W4

DÉCLARATION DE RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

Le Secrétariat des nominations (SN) et le ministère dont relève l'organisme pour lequel votre candidature est envisagée recueillent et utilisent les renseignements personnels demandés dans le présent formulaire pour évaluer l'admissibilité de votre candidature éventuelle à une nomination à un organisme, à un conseil ou à une commission de l'Ontario. Ces renseignements ne seront divulgués qu'à cette fin. Si vous avez des questions concernant leur collecte, leur utilisation ou leur divulgation, veuillez appeler le SN au 416 327-2640.

NOM DU CANDIDAT OU DE LA CANDIDATE : _____

NOM DE L'ORGANISME, DU CONSEIL OU DE LA COMMISSION : _____

PARTIE 1

CONFLIT D'INTÉRÊTS

Vous avez un conflit d'intérêts si un intérêt personnel entre, pourrait entrer ou peut être perçu comme entrant en conflit avec les intérêts de l'organisme, du conseil ou de la commission, notamment un conflit à l'égard de vos obligations en tant que personne nommée au sein de l'organisme, du conseil ou de la commission. Un conflit d'intérêts peut être lié à des questions personnelles comme :

- un poste de direction ou un autre emploi;
- un intérêt dans une entreprise ou une profession;
- la propriété d'actions;
- des intérêts bénéficiaires dans une fiducie;
- des liens professionnels ou personnels existants avec l'agence;
- des liens ou des rapports professionnels avec d'autres organismes;
- des liens personnels avec d'autres groupes ou organismes ou des liens de parenté.

Chaque personne ayant le potentiel d'être nommée doit divulguer toute obligation, tout engagement, toute relation ou tout intérêt qui pourrait constituer un conflit d'intérêts, ou qui pourrait être perçu comme tel, avec ses obligations envers l'organisme, le conseil ou la commission visé par sa demande de nomination, ou avec les intérêts de cet organisme, ce conseil ou cette commission.

- 1) Je pourrais avoir un conflit d'intérêts direct ou indirect à l'égard de mes obligations en tant que personne nommée au sein de l'organisme parce que :
 - a) j'occupe les postes suivants (à la suite d'une nomination ou d'une élection) :

 - b) je détiens, ou un fiduciaire ou une personne nommée détient en mon nom, directement ou indirectement, les intérêts suivants :

- 2) La nature et la portée de l'obligation liée au poste ou de l'intérêt incompatible sont les suivantes :

3) Je pourrais avoir un conflit d'intérêts réel ou perçu comme tel à l'égard de mes obligations en tant que membre de l'organisme parce que je touche une rémunération (pour les services que je fournis, à titre de propriétaire, de copropriétaire, de fiduciaire, d'employé[e], etc.) des sources suivantes :

4) À part ce que vous avez déclaré précédemment, avez-vous des rapports ou des intérêts qui pourraient vous empêcher ou pourraient être perçus comme vous empêchant d'exercer votre jugement ou de prendre des décisions en toute indépendance et objectivité dans l'intérêt véritable de l'organisme? **Oui** ____ **Non** ____

Veillez préciser :

Vous pourriez également être lié(e) par la *Loi de 2006 sur la fonction publique de l'Ontario* et par d'autres lois, règlements, règles ou directives, qui existent actuellement ou qui pourraient être mises en œuvre, s'appliquant aux organismes, conseils et commissions.

INTÉGRITÉ ET RESPONSABILITÉ PUBLIQUE

Remarque : Une réponse affirmative aux questions qui suivent n'entraîne pas le rejet des candidats éventuels. Les antécédents de chaque candidat(e) seront examinés en fonction des exigences particulières du poste visé.

1. Dans le cadre de votre emploi ou de vos activités commerciales, avez-vous, ou une compagnie dans laquelle vous avez directement ou indirectement des intérêts majoritaires a-t-elle, en Ontario ou ailleurs :
 - a. fait l'objet soit d'une accusation toujours en instance et non réglée, soit d'une déclaration de culpabilité relativement à une infraction au *Code criminel* (Canada) à l'égard de laquelle aucune réhabilitation n'a été octroyée ou délivrée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada)? **Oui** ___ **Non** ___
 - b. fait l'objet soit d'une accusation toujours en instance et non réglée, soit d'une déclaration de culpabilité relativement à une infraction à une autre loi fédérale, notamment la *Loi de l'impôt sur le revenu*, à l'égard de laquelle aucune réhabilitation n'a été octroyée ou délivrée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada)? **Oui** ___ **Non** ___
2. Est-ce qu'une association ou un organisme professionnel a porté contre vous une accusation toujours en instance et non réglée ou vous a imposé des mesures disciplinaires? **Oui** ___ **Non** ___
3. Avez-vous été mêlé(e) à un litige ou à une controverse qui pourrait éventuellement faire l'objet d'un examen public et dans lequel le gouvernement peut avoir un intérêt? **Oui** ___ **Non** ___

Si vous avez répondu « Oui » à une des questions ci-dessus, veuillez donner des précisions ci-dessous (ajoutez une page au besoin).

BIOGRAPHIE

Si on me nomme à l'organisme, j'autorise le Secrétariat des nominations à publier une biographie à mon sujet indiquant la région de la province où je réside et contenant des renseignements généraux (par exemple, un sommaire des antécédents de travail et des activités communautaires) figurant dans ma demande de nomination.

Si vous le souhaitez, vous pouvez fournir ci-dessous une brève biographie de vous-même (environ 100 mots) aux fins de publication :

PARTIE 1

J'ai lu l'information qui précède et je comprends la demande de divulgation. Les détails fournis sont exacts à ma connaissance.

Si, après la signature de la présente Déclaration de renseignements personnels et de conflits d'intérêts, un changement important survient dans les renseignements fournis concernant les conflits d'intérêts, du fait d'un ajout ou d'une suppression, je déposerai immédiatement au Secrétariat des nominations une déclaration supplémentaire expliquant ce changement.

Signature requise

**Date (NE PAS
DACTYLOGRAPHIER)**

PARTIE 2. ENQUÊTES DE SÉCURITÉ SUR LE PERSONNEL

NE TÉLÉCOPIEZ PAS CE FORMULAIRE – L'ORIGINAL EST REQUIS
INSÉREZ LA PARTIE 2 DU FORMULAIRE DANS UNE ENVELOPPE CACHETÉE
SUR LAQUELLE VOUS INSCRIREZ « PAS »
ET JOIGNEZ CETTE ENVELOPPE À LA PARTIE 1

Nous avons pour pratique, avant les nominations, de mener des enquêtes de sécurité sur le personnel avec le consentement des candidats éventuels. Ceux-ci doivent obtenir une cote de fiabilité avant qu'on puisse leur offrir une nomination.

L'enquête de sécurité sur le personnel comprend les éléments suivants :

1. Une vérification des renseignements personnels que vous avez indiqués dans votre demande.
2. Une déclaration où vous divulguiez toute déclaration de culpabilité antérieure ou accusation non réglée relative à une infraction au *Code criminel* (Canada), à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada) ou à toute autre loi fédérale et à l'égard de laquelle aucune réhabilitation n'a été octroyée ou délivrée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada).
3. Une vérification des dossiers de police (décrite ci-dessous).

1. Vérification des renseignements personnels

Le personnel du ministère chargé de votre nomination vérifiera les renseignements personnels que vous indiquez dans votre demande.

Le personnel du ministère pourra au besoin communiquer avec vos anciens employeurs, vos établissements d'enseignement et les personnes que vous indiquez, notamment à titre de référence, pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Seuls vos renseignements personnels pertinents seront divulgués à chaque personne ou organisme.

Au besoin, on pourra obtenir d'autres renseignements vous concernant auprès des personnes avec qui on communiquera pour vérifier les renseignements que vous fournissez.

2. Déclarations de culpabilité antérieures relatives à des infractions fédérales

Dans le formulaire *Déclaration* ci-joint, vous devez indiquer toute déclaration de culpabilité antérieure ou accusation non réglée relative à une infraction à une loi fédérale et à l'égard de laquelle aucune réhabilitation n'a été octroyée ou délivrée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada).

Les renseignements que vous indiquez dans le formulaire *Déclaration* seront comparés aux résultats de la vérification des dossiers de police (décrite ci-dessous). Si votre déclaration diffère de ces résultats, on pourra vous donner l'occasion d'expliquer ces renseignements avant de prendre une décision à l'égard de la cote de fiabilité.

3. Vérification des dossiers de police

La vérification des dossiers de police consiste, pour la Police provinciale de l'Ontario (Police provinciale), à chercher, dans les dossiers tenus par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) dans la base de données du Centre d'information de la police canadienne (CIPC), ainsi que dans les dossiers tenus par les corps de police provinciaux et municipaux, les renseignements à votre sujet concernant :

- Toute déclaration de culpabilité faite en vertu de dispositions sur les infractions à une loi fédérale, y compris le *Code criminel* (Canada) et la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada).
 - Les déclarations de culpabilité à l'égard desquelles une réhabilitation a été octroyée ou délivrée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) ne seront pas prises en considération.

- Les cas où un tribunal a rendu un verdict de culpabilité relativement à une infraction fédérale, mais vous a octroyé une libération.
 - Les dossiers de libération retirés du système du CIPC conformément à la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada) ne seront pas pris en considération.
- Toute accusation qui a été portée en vertu de dispositions sur les infractions à une loi fédérale, mais qui est toujours non réglée.
 - Les accusations retirées par la Couronne ou suspendues ou rejetées par un tribunal ne seront pas prises en considération.
- Tout relevé d'ordonnances judiciaires en vigueur rendues relativement à des infractions fédérales.

Les renseignements recueillis au cours de la vérification des dossiers de police ne serviront qu'à évaluer votre admissibilité à une nomination publique en fonction des exigences du poste visé. Si on trouve des renseignements défavorables, on pourra communiquer avec vous pour discuter des résultats de la vérification des dossiers de police avant de prendre une décision à l'égard de la cote de fiabilité.

La Police provinciale utilisera les renseignements personnels que vous fournissez dans le présent formulaire pour faire la vérification des dossiers de police. Les renseignements que vous fournissez sur vos date et lieu de naissance, votre sexe et votre statut juridique au Canada ne serviront qu'à vérifier votre identité dans le cadre de cette vérification.

Lorsque votre identité ne peut être confirmée, il peut arriver que la Police provinciale exige une copie de vos empreintes digitales en vue de déterminer si les renseignements obtenus lors de la vérification des dossiers de police sont bien à votre sujet. Dans ce cas, on vous demandera d'autoriser une autre vérification des dossiers de police à l'aide de vos empreintes digitales. La copie de vos empreintes digitales vous sera retournée par la Police provinciale une fois que la vérification des dossiers de police sera terminée. Certaines nominations publiques nécessitent d'autres enquêtes de sécurité sur le personnel. Dans un tel cas, le directeur du Secrétariat des nominations avise les candidats à ces postes.

Vos renseignements personnels

La Direction des services de sécurité et de la planification des mesures d'urgence (DSSPMU) du ministère des Services gouvernementaux est chargée d'administrer le processus des enquêtes de sécurité sur le personnel.

Les renseignements que vous fournissez dans le formulaire *Déclaration* et ceux que la Police provinciale obtiendra au cours de la vérification des dossiers de police seront remis à la DSSPMU et au directeur du Secrétariat des nominations (SN) aux fins d'une évaluation menant à une cote de fiabilité. La DSSPMU et le directeur du SN n'utiliseront vos renseignements personnels que pour évaluer votre admissibilité à la nomination que vous avez demandée, en fonction des exigences du poste visé.

La DSSPMU conservera tous les renseignements personnels qu'elle recueillera de façon à en assurer la confidentialité. L'accès à ces renseignements sera limité aux employés de la DSSPMU qui devront les consulter pour faire l'évaluation menant à une cote de fiabilité et aux vérificateurs du gouvernement. La DSSPMU pourra aussi communiquer au directeur du SN les renseignements obtenus lors de la vérification des dossiers de police. La DSSPMU et le directeur du SN ne divulgueront aucun renseignement obtenu au cours de la vérification des dossiers de police à qui que ce soit.

Si vous avez des questions concernant le processus d'enquête de sécurité sur le personnel, veuillez appeler le Secrétariat des nominations au 416 327-2640.

Serments et affirmations solennelles

Dans le cas de votre nomination à un organisme, un conseil ou une commission, vous pourrez être tenu(e) de jurer ou d'affirmer votre allégeance à la Couronne et de prêter serment ou de faire l'affirmation solennelle d'entrée en fonction.

CONSENTEMENT ET LIBÉRATION – ENQUÊTE DE SÉCURITÉ SUR LE PERSONNEL

J'ai lu et je comprends les exigences énoncées dans le présent formulaire concernant l'enquête de sécurité sur le personnel.

- J'autorise la vérification des renseignements personnels que j'ai fournis dans la présente demande.
- J'autorise la Direction des services de sécurité et de la planification des mesures d'urgence (DSSPMU) et le directeur du Secrétariat des nominations (SN) à recueillir et à utiliser les renseignements personnels que j'ai fournis dans le formulaire *Déclaration* pour évaluer ma demande de nomination.
- J'autorise la Police provinciale de l'Ontario (Police provinciale) à faire une évaluation des dossiers de police, telle qu'elle est décrite dans le présent formulaire, et à fournir les renseignements recueillis à la DSSPMU et au directeur du SN aux fins de l'évaluation de ma demande de nomination.
- Je consens par la présente à la divulgation des documents et des renseignements que conservent la GRC, la Police provinciale et les corps policiers provinciaux et municipaux et dont ont besoin la Police provinciale pour faire une vérification des dossiers de police et la DSSPMU et le directeur du SN pour faire une enquête de sécurité sur le personnel.

Je déclare en outre que les réponses données dans la présente demande, ainsi que les renseignements fournis dans les documents et le matériel joints à celle-ci, sont exacts et complets.

Par la présente, je libère à jamais Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et ses directeurs, employés, mandataires et agents respectifs, y compris ses successeurs et ayants droit, des actions, réclamations et demandes de tous ordres, sauf celles résultant de négligence ou d'inconduite volontaire, pour dommages, pertes ou préjudices que je pourrais subir et qui seraient attribuables à la collecte, à l'utilisation et à la divulgation des renseignements me concernant par la Police provinciale de l'Ontario au cours de ses enquêtes de sécurité sur le personnel.

Signature requise	Date (NE PAS DACTYLOGRAPHIER)
--------------------------	--------------------------------------

RENSEIGNEMENTS SUR LA PERSONNE PRÉSENTANT LA DEMANDE

Remarque : Les renseignements que vous fournissez sur vos date et lieu de naissance et votre sexe ne sont recueillis qu'aux fins de la confirmation de votre identité dans le cadre de la vérification des dossiers de police. Ils ne serviront à aucune autre fin, y compris l'évaluation de votre admissibilité à une nomination.

Nom de famille du candidat ou de la candidate	Prénom(s) usuel(s) (pas d'abréviation)	Second(s) prénom(s) (pas d'initiale)	Date de naissance			<input type="checkbox"/> Homme <input type="checkbox"/> Femme
			AA	MM	JJ	
Ancien(s) nom(s) de famille, le cas échéant (p. ex., nom de femme mariée, nom de jeune fille)						
Lieu de naissance	Ville/Village		Pays			
	Province/État					
Adresses domiciliaires des 5 dernières années (en commençant par la plus récente; utilisez une autre feuille au besoin)					De	À
Adresse		Ville/Province/État/Pays/Code postal			MM/AA	MM/AA
						maintenant
N° de téléphone résidentiel actuel : ()						

Déclaration

Veillez indiquer ci-dessous si vous avez fait ou non l'objet d'une déclaration de culpabilité ou d'une accusation non réglée relative aux dispositions sur les infractions d'une loi fédérale, y compris le *Code criminel* (Canada) et la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* (Canada), sous réserve des exceptions suivantes :

- Si vous avez reçu une réhabilitation à l'égard d'une déclaration de culpabilité antérieure conformément à la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada), ne mentionnez ni la déclaration de culpabilité, ni la réhabilitation.
- Si vous avez fait l'objet d'une accusation ou d'une déclaration de culpabilité relative à une infraction à une loi provinciale, ne mentionnez pas l'accusation ou la déclaration de culpabilité.
- Si, quand vous étiez adolescent(e), vous avez fait l'objet d'une accusation portée en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ou des lois qu'elle remplace, soit la *Loi sur les jeunes contrevenants* et la *Loi sur les jeunes délinquants*, ne le mentionnez pas.

Veillez fournir des détails sur toute déclaration de culpabilité ou accusation en instance et non réglée ou inscrire « Sans objet ».

Signature requise

**Date (NE PAS
DACTYLOGRAPHIER)**

**NE TÉLÉCOPIEZ PAS CE FORMULAIRE
INSÉREZ LA PARTIE 2 DU FORMULAIRE DANS UNE ENVELOPPE CACHETÉE SUR
LAQUELLE VOUS INSCRIREZ « PAS »
ET JOIGNEZ CETTE ENVELOPPE À LA PARTIE 1**